

## **Histoire moderne et contemporaine du monde russe**

M. François-Xavier COQUIN, professeur

Cours : « *le stalinisme : sources, genèse et caractéristiques* » (suite)

Loin de se limiter à la seule période soviétique, les sources du « stalinisme » remontent en réalité beaucoup plus avant dans le passé, comme une première série de cours en a apporté la démonstration. Déjà l'autocratie se caractérisait par une subordination totale du citoyen au pouvoir et par un refus congénital de toute forme de libéralisme, partagé, on l'a vu, par le mouvement révolutionnaire. Afin de combattre plus efficacement l'autocratie, les révolutionnaires avaient bien souvent en effet retourné contre le régime ses propres armes : culte du secret (clandestinité oblige !), recours à une contre-violence dite légitime, intransigeance et maximalisme. Ainsi pris entre deux feux, les libéraux se montreront incapables, tout comme les socialistes modérés de faire prévaloir, au cours des années tragiques 1917-1921, leur idéal d'un régime constitutionnel et d'un État de droit.

Faute d'avoir été extirpé, l'héritage autocratique contaminera subrepticement le nouveau régime soviétique, adversaire à son tour de toute neutralité idéologique et de tout pluralisme. En réponse à l'insurrection de Kronstadt, et pour endiguer les effets de la Nep, le X<sup>e</sup> congrès du parti communiste (mars 1921) consacra enfin le monopole politique et idéologique du parti, et en resserrera les rangs au prix d'une discipline contraignante. A cette date, le socle du stalinisme était déjà très largement en place avant même l'élévation de Staline au poste de secrétaire général (avril 1922).

Cela rappelé, on a abordé la biographie, maintes fois décrite, du successeur de Lénine, dont on a proposé une lecture critique, en apportant au passage les précisions ou les corrections indispensables. Concernant sa naissance, tout d'abord : bien qu'on lui ait découvert ces dernières années pas moins de cinq pères différents (dont l'explorateur Prževalskij), Staline paraît bien toutefois être — comme déjà avant lui Netchaev — le fils d'un petit artisan-ouvrier et d'une mère serve, moins illettrée qu'on ne l'a dit ; et ces origines ouvrières le désignaient par avance, à l'en croire, pour militer au parti bolchevik et même en assumer la direction : les fils de la classe ouvrière avaient en effet « plus que tous les autres

(rappellera-t-il en 1924 dans son oraison funèbre de Lénine) droit à être membres de ce Parti », qu'il commençait alors déjà à remodeler dans ce sens.

Entré à l'âge de neuf ans à l'école primaire de sa ville natale de Gori, en Géorgie, Josif Visarionovitch Djougachvili avait été par la suite admis, à en croire la plupart de ses biographies, au « séminaire » de Tiflis où il aurait appris la dissimulation et l'esprit de vengeance, en réponse à la discipline « jésuitique » et à l'oppression nationale qui régnaient dans cet établissement. En réalité, l'élève Staline n'est jamais entré au séminaire, et ne saurait donc passer pour un « séminariste défroqué », malgré une légende inlassablement colportée. Comme on l'a précisé, Staline avait (de 1894 à 1899) fréquenté non pas un séminaire, mais un *dukhovnoe učilišče*, c'est-à-dire un établissement d'enseignement secondaire, tenu, certes, par des religieux, mais soumis au contrôle et à l'inspection du ministère de l'Éducation nationale. Destinés prioritairement aux orphelins boursiers, fils (ou parents) d'ecclésiastiques, ces établissements accueillèrent également, dans la proportion d'un quart à un tiers de leurs effectifs, les enfants de toutes les classes sociales, et ils respectaient le même programme que tous les autres gymnases de l'empire. L'unique différence consistait en un enseignement renforcé de catéchisme, enseigné également jusqu'en 1917 dans tous les établissements de la Russie orthodoxe, — ce qui permettra à Lénine d'obtenir, lors de son baccalauréat, la note maximum en instruction religieuse, sans avoir jamais, aussi peu que Staline, porté la soutane ni reçu aucun ordre.

Dans ce *dukhovnoe učilišče* de Tiflis, véritable pépinière de l'intelligentsia locale d'où sortiront maints socialistes géorgiens, et même un Mikoïan, Staline s'était non seulement imprégné de culture russe, mais il dut également y apprendre la conception du pouvoir, exercé comme un service — du souverain et de l'État — qui caractérisait alors l'idéologie officielle, et qui paraît bien avoir laissé sur lui, de pair avec une tournure d'esprit didactique, ou même dogmatique, une empreinte durable.

Lycéen tout d'abord discipliné, studieux et exemplaire, doué (à en croire les témoignages contemporains) d'une excellente mémoire, le futur Staline, qui n'a laissé aucun souvenir sur ses années de formation, s'était peu à peu émancipé ; et il en était venu à fréquenter, comme ses camarades, lors des permissions de sortie hebdomadaires, une salle de lecture publique, dont la façade légale abritait une bibliothèque socialisante, où il se serait frotté de darwinisme, en quoi Marx voyait le soubassement, dans l'ordre des sciences de la nature, de la lutte historique des classes. De darwinisme, mais aussi de marxisme : comme bien des jeunes de sa génération, Josif Visarionovitch s'était, vers la fin de ses études secondaires, tourné lui aussi vers le marxisme, qui paraissait alors porteur d'espoir. Les écrits de Marx apportaient en effet à tous les opposants au régime tsariste, l'assurance que l'industrialisation en cours rapprocherait la Russie des grandes puissances industrielles, où la démocratie n'avait cessé de faire des progrès tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, et ne manquerait pas — en affaiblissant l'autocratie — d'accroître les chances d'une révolution en Russie. Telle était l'opinion du jeune

Staline qui, à peine sorti de son gymnase religieux (mai 1899) se lance dans une vie obscure de militant socialiste parmi les ouvriers du chemin de fer Tiflis-Bakou, sans même tenter d'entrer à l'Université où ses chances devaient (en l'absence de bourse) lui paraître réduites. A la différence des autres coryphées du bolchévisme, Staline ne fera donc pas d'études supérieures ; mais ce « handicap » le rapprochera par la suite de ses compatriotes : de même que ses réminiscences religieuses le placeront incontestablement sur la même longueur d'onde que la grande masse de la population orthodoxe, sa vision schématique et simplificatrice du marxisme sera davantage à la portée de ses compatriotes, pour une bonne part encore analphabètes, que des discours plus savants, ou même trop brillants.

Militant de base tout à la fois prudent et combatif, Staline apprend ainsi le marxisme sur le tas, et se lance alors dans une vie clandestine d'« agitateur-propagandiste » parmi, notamment, les ouvriers du pétrole de Bakou. Ses premiers succès lui valent d'être élu deux ans plus tard (novembre 1901) au comité social-démocrate de Tiflis, mais entraînent également sa première arrestation (avril 1902), suivie d'une assignation à résidence en Sibérie orientale, d'où il ne tarde pas à s'échapper. De retour à Tiflis, dès février 1904, à l'heure où éclate la guerre russo-japonaise, il rallie presque aussitôt la fraction bolchévique de Lénine, dont la conception d'un parti d'avant-garde, centralisé, hiérarchisé et discipliné (sur le modèle de l'autocratie) correspondait mieux à son tempérament, et à son expérience. Et c'est déjà en « révolutionnaire-professionnel » qu'il prend part à la révolution de 1905, où il aurait « guidé », « dirigé », « organisé » et « commandé » les masses ouvrières du Caucase, si l'on en croit sa biographie officielle, qui anticipe en réalité son rôle futur à la tête du pays.

Passé l'année 1905, où il ne joue guère, malgré ses panégyristes, qu'un rôle secondaire de propagandiste autodidacte, il participe coup sur coup à trois conférences nationales du parti ouvrier social-démocrate de Russie (P.O.S.D.R.) : celle, bolchévique, de Tammersfors (décembre 1905), où il fait la connaissance de Lénine ; le congrès, ensuite, de Stockholm (avril 1906), qui échoue à réunifier les deux fractions du parti social-démocrate ; et enfin, un an plus tard, le congrès de Londres (avril 1907) qui consacre l'existence du parti bolchévik, et où il est le seul bolchévik parmi les représentants sociaux-démocrates du Caucase. A cette occasion, il effectue ses deux premiers séjours, ultra brefs, à l'étranger, à un âge (27-28 ans) où sa période de formation est déjà achevée. A la différence des futurs membres de l'état-major bolchévik, que de longues années d'émigration familiariseront avec les principaux pays européens, Staline fera preuve, sa vie durant, d'un comportement moins internationaliste (ou « européen-centriste ») que russo-centriste, faute d'une autre expérience que celle de l'empire tsariste. Et ce ne sont pas les deux mois qu'il passe (fin 1912) à Cracovie, puis à Vienne, pour rédiger, aux côtés et sous la houlette de Lénine, son premier ouvrage théorique : *Le Marxisme et la question nationale*, qui pouvaient combler cette lacune.

Entretemps, en effet, Staline s'était signalé à l'attention du leader bolchévique par son rôle d'organisateur, en coulisse, dans l'attaque à main armée contre la banque d'État de Tiflis (juin 1907) : une de ces « expropriations » qui permettaient de renflouer les caisses du parti bolchévique, sérieusement éprouvées par la révolution de 1905 et la chute du nombre de ses militants, sous l'effet des défections, non moins que des arrestations ou des combats. Remarqué par Lénine pour ses qualités d'audace et de sang-froid, ce dernier ne tarde pas à favoriser l'ascension de ce « merveilleux géorgien » : après trois nouvelles arrestations et autant d'évasions, entre 1908 et 1911, qui font du jeune Staline un modèle de militant professionnel, Lénine le fait nommer, ou mieux coopter, lors de la conférence bolchévique de Prague (janvier 1912) au Comité central du parti bolchévique. A ce titre, il reçoit mission de coordonner (avec Sverdlov et Ordjonikidzé) les activités dudit parti et de ses militants à l'intérieur de l'empire tsariste ; et il est alors nommé à la tête du « bureau russe », dont il n'avait cessé de réclamer la formation pour mieux affirmer le rôle des bolchéviques de l'intérieur face à ceux de l'émigration, qu'il jugeait trop éloignés des réalités russes. Il n'était pas en effet, affirmerait-il par la suite, de ceux qui avaient « fui à l'étranger dans l'émigration les persécutions de la police tsariste », et que l'on ne rencontrait « ni dans la clandestinité, ni en prison, ni en déportation ». Confiance révélatrice : on ne pouvait mieux souligner la coexistence (ou la concurrence) au sein du parti bolchévique de deux cultures ou de deux sensibilités politiques que l'avenir se chargera d'accuser.

C'est en bolchévique de l'intérieur qu'il signe alors pour la première fois du nom de Staline (l'« homme d'acier ») un article trop peu connu, paru la même année dans la *Pravda* (décembre 1912), et sur lequel on a tenu à attirer l'attention. Dans cet article, son auteur contestait le leadership non-prolétarien de son propre parti, dont les dirigeants passaient leur temps à l'étranger « comme des bourgeois », et il revendiquait pour les militants de l'intérieur de son espèce un droit à diriger le parti bolchévique, conspiratif par nature. Plaidant alors pour une lutte de classes sans concessions, il préconisait le boycott de la Douma et appelait de ses vœux l'apparition de « Bebel russes » qui ne s'embarrasseraient pas de lutte légale et de conciliation dans le cadre de la Douma. Dans la foulée, il recommandait la prise en main du parti par des « hommes nouveaux » d'humble naissance « en qui les souffrances et les humiliations pouvaient seules engendrer une véritable conscience révolutionnaire » ; seule, en effet, la lutte pratique, et quotidienne, contre le tsarisme « protégeait des erreurs ». Cette apologie des combattants clandestins d'origine ouvrière, face à des intellectuels occidentalises et ouverts pour cette raison à la conciliation, préfigurait, à sa façon sa future oraison funèbre de Lénine (janvier 1924), et trahissait une méfiance appelée à perdurer pour les pratiques parlementaires.

Dénoncé par l'un des députés bolchéviques à la Douma, agent double au service de la police tsariste, Staline est de nouveau arrêté, une sixième et dernière fois, en février 1913, en sa qualité de responsable du parti bolchévique à l'intérieur de

la Russie, et condamné à quatre ans d'exil en Sibérie orientale, sur les bords de l'Eniseï inférieur. C'est là que la guerre le surprend, comme maints autres assignés à résidence ou déportés politiques, qui se gardent dès lors de s'évader pour ne pas encourir les rigueurs de la justice militaire ; et il devra attendre février 1917 et l'amnistie, aussitôt proclamée par le gouvernement provisoire, pour regagner la capitale, de pair avec beaucoup d'autres exilés.

\*\*

Au terme de ces années de formation, dont on a esquissé le bilan, Staline fait avant tout figure de militant bolchévique de l'intérieur, rompu à la vie et à la propagande clandestines, mais ignorant (comme l'écrasante majorité de ses compatriotes) du reste de l'Europe, et sans autre expérience politique que celle de l'empire tsariste, et de l'autocratie. Étranger à toute forme de culture libérale, et rien moins qu'internationaliste, il est déjà, en sa double qualité de membre du Comité central et du « bureau russe » du parti bolchévique, un homme de « l'appareil » et comme un « permanent » avant l'heure, apprécié pour ses qualités d'énergie, de fermeté et de dévouement à « la cause », qui vont lui assurer une rapide ascension. Encore inconnu à son retour d'exil en mars 1917, il se rallie presque aussitôt aux thèses léniniennes d'avril, avant d'être réélu peu après au Comité central avec mission d'établir le contact avec la base ouvrière et les soviets en cours de multiplication. Il assure alors en l'absence de Lénine (réfugié en Finlande à la suite des journées de juillet) la présidence du VI<sup>e</sup> congrès du parti bolchévique, le premier à se tenir en Russie. Remplies avec succès dans des circonstances difficiles, ces missions lui assurent un début de notoriété, et vaudront à ce natif de Géorgie d'être nommé, au lendemain de l'insurrection d'octobre (où il ne joue aucun rôle actif), commissaire du peuple aux nationalités et membre à ce titre du premier gouvernement bolchévique.

« Plus grands étaient les événements, plus mince était le rôle que Staline y jouait » — raillera par la suite Trotsky, toujours enclin à le sous-estimer, lui et les autres, non moins qu'à se surestimer lui-même. Tel n'était pas l'avis de Lénine qui lui confie au contraire, au cours de la guerre civile, diverses missions de confiance que l'on a brièvement évoquées. Préposé successivement à la défense de Tsaritsyne, puis de Pétrograd, et des abords de Toula un instant menacée par Dénikine, Staline joue un rôle plus contesté lors de l'offensive de l'Armée rouge en Pologne en vue de prêter main forte aux révolutionnaires allemands, — une opération qu'il avait, il est vrai, désapprouvée en mettant en garde contre la vigueur du nationalisme polonais. L'échec de cette offensive, sous les murs de Varsovie (août 1920), et l'indiscipline dont il a fait preuve à cette occasion envers le commissaire à la guerre qu'était Trotsky, ne ternissent nullement sa réputation de gagnant. Il est en effet l'un des rares dirigeants de premier plan, avec Trotsky, à s'être risqué sur les fronts de la guerre civile, et à avoir payé de sa personne, comme en témoigne l'ordre du Drapeau rouge qui lui est décerné, ainsi qu'à

Trotsky (novembre 1920), pour le troisième anniversaire de la révolution d'Octobre.

Déjà membre du Comité central, puis (dès octobre 1917) d'un triumvirat de fait avec Lénine et Trotsky, et commissaire du peuple aux nationalités, « l'homme d'acier » fait également partie de l'Orgbureau et du Politbureau, en passe de devenir le véritable gouvernement du pays ; et il cumule ces fonctions avec celles de président de l'Inspection ouvrière et paysanne (*Rabkrin*), chargée de contrôler l'ensemble de la bureaucratie soviétique naissante, et de veiller au respect des nouvelles normes morales communistes. Seul à siéger dans la plupart des organismes dirigeants du nouveau régime, il détient déjà — en raison de ses états de service — un pouvoir et une influence appréciables lorsque l'insurrection de Kronstadt et l'adoption corrélative de la Nep lui ouvrent de nouveaux horizons : affecté au secrétariat du parti, dès avril 1921, au lendemain du X<sup>e</sup> congrès, il est élu l'année suivante par le Comité central à la tête de cet organisme (4 avril 1922), et ces nouvelles fonctions de secrétaire général vont lui permettre, en moins de dix ans, d'imposer sa domination au parti et à l'État.

A cette date, pourtant, personne ne voyait en lui une menace ou un danger quelconque, malgré les jugements à l'emporte-pièce portés rétroactivement par la suite contre le Staline des années 1920, pour mieux en dénoncer qui la dissimulation, qui la volonté effrénée de pouvoir, ou la soif de vengeance. Si l'on s'en tient, en bonne méthode historique, à l'opinion des contemporains, ces derniers s'accordent à donner du camarade Staline une image plutôt positive, parfois même un rien condescendante : celle d'un géorgien amateur de bons vins, plutôt jovial, à la vie privée exemplaire pour l'époque, et fidèle à ceux qui lui sont fidèles. C'est même à qui fera l'éloge de son énergie, de son ardeur au travail, et de son dévouement incontesté à la cause et au parti, qui lui valent de cumuler les mandats les plus divers, mais trop peu voyants et dédaignés à ce titre par ses futurs rivaux.

Ce bolchévik sans peur, toujours prêt à aller au charbon, n'est pas toutefois sans défauts ; et les principaux ténors du parti, familiers des tribunes officielles et rompus aux subtilités de la dialectique, ne voient guère dans ce militant sorti du rang, orateur médiocre et terne, qu'un administrateur et un organisateur, de talent certes, mais sans grande originalité, ni pensée personnelle, et peu fait pour exercer des fonctions politiques de premier plan. Aussi ses collègues n'hésitent-ils pas à confier à cet organisateur-modèle, qui n'a aucunement la réputation d'un ambitieux ou d'un rival potentiel, les tâches administratives dans lesquelles il excelle, tout en le plaisantant sur son manque de dispositions pour la « dialectique ». A ce tableau plutôt débonnaire, on a pris soin d'apporter quelques retouches plus ou moins bien perçues par ses contemporains : natif du Caucase, à la rencontre de l'Europe et de l'Asie, Staline ne tenait en réalité pas moins de l'une que de l'autre, à l'image de l'empire tsariste qui avait longtemps borné son expérience et son horizon. De plus, les exigences de la vie clandestine lui avaient inoculé une prudence, voire une méfiance qui finira par devenir chez lui une

seconde nature : méfiance envers les agents doubles et les militants retournés, ou les provocateurs, nombreux, sous les déguisements les plus divers, dans le mouvement révolutionnaire, et qu'il appellera par la suite à « démasquer ». Partagée par maints autres bolchéviks, de l'intérieur comme de l'extérieur, cette hantise du saboteur ou du traître masqué, que l'avenir se chargera d'aggraver, s'accompagnait également chez Staline, comme chez beaucoup d'autres, d'un rejet de tout ce qui ressemblait de près ou de loin au libéralisme et à la tolérance, confondus par les marxistes d'obédience léninienne avec l'opportunisme et l'absence de principes. Comme maints autres militants bolchéviks, convertis à l'« amoralisme » de Nétchaïev et de Marx, Staline avait tourné le dos à la foi de son enfance et il en viendra (sous l'influence, ou non, de Nietzsche) à répudier expressément le pardon des offenses, qu'il tient, à en croire sa fille Svetlana, pour une morale d'esclaves. Adeptes comme tous les bolchéviks, de la guerre des classes, il ne s'était montré ni plus ni moins impitoyable que la plupart d'entre eux, au cours d'une guerre civile sans merci qui avait marqué d'un sceau indélébile toutes les parties en présence, et plus que tout autre sans doute le parti bolchévik. Il n'était pas le seul dont la main « n'avait pas faibli ».

Rien de tout cela n'annonçait déjà, toutefois, le Monsieur Purgon des années 1930 ; et l'on ne saurait comparer dès cette date Staline à une araignée à l'affût sur sa toile, guettant ses futures victimes, et savourant par avance ses vengeances à répétition, tout en dissimulant soigneusement une ambition effrénée. Les qualités qui permettent d'accéder au pouvoir ne sont pas, on le sait, celles qui permettent de s'y maintenir, et l'on ne saurait sans parti pris prêter au Staline des années 1921-1924 les caractéristiques des années trente, à l'instar des procureurs « stalinien » qui découvraient dans le passé des inculpés mille trahisons imaginaires. En fait, loin d'être le seul de son espèce, Staline possédait de nombreux émules, qui avaient suivi un itinéraire comparable au sien, prêts à voir en lui un modèle, et sans lesquels il eût été lui-même impuissant.

Tel était, esquissé à grands traits, l'homme que le Comité central appelait en avril 1921 au secrétariat du parti, avant de l'élire un an plus tard, au poste de secrétaire général qui va lui servir de tremplin pour une nouvelle et fulgurante carrière. Créé à son intention, ce poste répondait avant tout à la nécessité de faire face à l'inflation des tâches du secrétariat, dont les effectifs ne cessaient de gonfler, sous l'effet cumulé de la Nep et du X<sup>e</sup> congrès. Que Lénine ait ou non proposé la candidature de Staline à ce poste, son élection n'avait guère soulevé d'objections. A cette date, en effet, le nouveau secrétaire général n'inspire — on ne saurait trop insister sur ce point — nulle appréhension ; et il ne s'est fait remarquer dans aucun des débats récents : ni lors du « débat syndical » (automne — hiver 1920), où il s'est rangé aux côtés de Lénine, et borné à rappeler à Trotsky qu'on ne pouvait astreindre la main d'œuvre ouvrière à une obéissance sans réplique de style militaire ; ni lors de la révolte de Kronstadt, où il ne participe pas à la curée. Ni moins encore lors de l'adoption par le Komintern des vingt-et-une conditions imposées aux partis communistes étrangers. Ni davantage

lors du X<sup>e</sup> congrès, dont les résolutions bien connues « sur l'unité » et sur « la déviation anarcho-syndicaliste » imposent une muselière au parti (ainsi qu'aux militants ouvriers) et préparent la transformation de la Commission centrale de contrôle en un véritable tribunal idéologique.

Avec le X<sup>e</sup> congrès et l'adoption concomitante de la Nep (dans laquelle Staline ne joue, une fois encore, nul rôle notable), l'heure était plus que jamais à l'unité, à la discipline et à la cohésion, pour éviter que la retraite de la Nep ne tourne à la déroute. C'est dans ce climat d'unanimité de commande que Staline est porté à la tête du secrétariat, afin de faire respecter la discipline et de maintenir la ligne officielle du parti face aux revendications démocratiques des diverses oppositions ouvrières, considérées (depuis Kronstadt) comme une menace pour la cohésion du parti et son monopole politique. Avec sa réputation d'administrateur sans grand avenir politique, Staline, présenté comme « irremplaçable » par Lénine, faisait figure de candidat idéal ; aussi son élection, dont on a précisé les circonstances, avait-elle été acquise sans mal. De nature avant tout exécutif, ce poste de secrétaire général ne paraissait guère prometteur dans un parti soumis à l'autorité incontestée de Lénine, dont la seule présence tenait les ambitions et les rivalités en respect. Personne n'imaginait alors que le numéro un du parti (et de l'État), alors à peine âgé de cinquante-deux ans et dans la force de l'âge, allait être frappé deux mois plus tard d'une première attaque d'apoplexie (mai 1922), bientôt suivie de deux autres qui le privent définitivement de la parole (mars 1923).

En renforçant l'exigence d'unité, de discipline et de cohésion, plus que jamais à l'honneur depuis le X<sup>e</sup> congrès, la retraite politique inopinée, puis la disparition du guide (*vožd'*) vénéré, conféraient soudain au poste de secrétaire général une importance inattendue et assuraient à son titulaire une excellente position de départ dans la « course à la succession ». Chargé tout à la fois de veiller à l'unité du parti et d'en assurer la continuité en expédiant les affaires courantes, Staline commence alors, à la faveur de « l'interrègne », à placer ses partisans au sein de l'appareil. Il y était aidé par les décisions du X<sup>e</sup> congrès, soucieux de renforcer le réseau de permanents afin de mieux contrôler l'exécution des décisions du parti et le loyalisme de ses membres. Face à ses rivaux potentiels qui disposaient d'une solide implantation à Pétrograd (Zinoviev), et à Moscou (Kamenev) ou au sein de l'Armée rouge (Trotsky), Staline renforce à son tour sa clientèle au sein notamment des comités provinciaux et régionaux du parti ; ainsi se dote-t-il des moyens d'influencer lui aussi la composition des congrès du parti, comme les principaux dirigeants lui en donnaient les premiers l'exemple.

De mai 1922 à la mort de Lénine (janvier 1924), le secrétaire général consolide ainsi sa position au sein de la machine du parti et se révèle un remarquable tacticien au cours de cet interrègne, où la Nep et les risques de « restauration capitaliste » larvée qui en découlent incitent les membres du parti à resserrer davantage encore leur unité et leur cohésion. Au détriment tout d'abord de Trotsky, étranger à la tradition bolchévique et soupçonné d'ambitions bonapartistes, largement imaginaires. Contre ce franc-tireur, la « vieille garde » du parti



se regroupe autour d'un premier triumvirat avec la participation de Staline que ses états de service durant la guerre civile rendaient indispensable face au commissaire aux forces armées toujours prestigieux qu'était Trotsky.

Après avoir évoqué les diverses péripéties de ce duel inégal, on a insisté plus particulièrement sur la polémique relative au « cours nouveau » qui oppose Trotsky aux triumvirs au cours de l'automne 1923. Désireux de combattre la bureaucratisation rampante du parti, Trotsky s'en était pris aux dirigeants qui avaient tendance à accaparer les postes de responsabilité sans faire à la génération montante (favorable à ses vues) la place qui lui revenait. Pour l'essentiel, le débat avait tourné autour de la place de la démocratie dans la vie du parti. Celle-ci devait-elle être « entière » ou « absolue », comme le souhaitaient certains des opposants mis au pas en 1921, ou seulement « prolétarienne », voire « interne » au parti, ainsi que le recommandaient les triumvirs et autres adversaires de Trotsky ? C'était là, en réalité, un débat biaisé : depuis Kronstadt et le X<sup>e</sup> congrès, il était clair, en effet, que la dictature exercée au nom d'un prolétariat squelettique par un parti minoritaire excluait toute consultation démocratique du pays, au sein duquel le parti faisait figure de forteresse assiégée. Rendre, dans ces conditions, la parole au pays au nom d'une démocratie « plénière » aurait signifié pour le parti communiste renoncer à son monopole politique, ou même abdiquer ; et combattre pour la démocratie à l'intérieur du seul camp socialiste, c'était en revenir à Kronstadt. Mais restreindre la démocratie au bénéfice du seul parti, aboutissait à déposséder les soviets et le monde ouvrier, et à faire à terme de la bureaucratie le seul acteur politique, qui inviterait périodiquement ses électeurs à applaudir les discours de ses dirigeants. Monopole politique ou démocratie : tel était le cercle vicieux dans lequel le parti s'était lui-même enfermé, et ce cercle vicieux fera plus pour l'ascension de Staline, et du stalinisme, que l'ambition soigneusement « dissimulée », mais non moins « effrénée » qu'on lui prête bien sommairement.

\*\*

Écarté par la maladie de la vie politique active, Lénine avait eu tout loisir, au cours de l'hiver 1922-1923, de porter un regard critique sur l'État soviétique qu'il avait plus que tout autre, contribué à édifier ; et il avait multiplié les projets de réforme, connus sous le nom de *Lettres au congrès* (qui suivrait sa mort). Complétées de son « testament » proprement dit, où Lénine avait exposé son opinion sur les principaux dirigeants du parti, ces Lettres ne seront divulguées que trente ans plus tard, peu après la mort de Staline ; et elles contribueront à diffuser une légende tenace : celle d'un Lénine trahi par Staline, et qui, s'il avait vécu, aurait épargné à l'Union soviétique les horreurs de l'ère stalinienne. Une légende qui néglige en réalité la continuité entre l'œuvre de Lénine et celle de son successeur, et sur laquelle il convenait de s'interroger.

Certes, Lénine avait bien cherché dans ses Lettres au congrès à combattre la bureaucratisation, déjà avancée, du parti, et à remédier au retard culturel du parti,

privé par la révolution d'Octobre (précisait-il) ne serait-ce que des « avantages d'une culture bourgeoise ». Aussi s'était-il lancé dans un vibrant plaidoyer en faveur de l'instruction et d'une véritable révolution culturelle, seule à même de réaliser une société et une administration soviétiques réellement dignes de ce nom. Ces louables intentions ne venaient, cependant, pas seules ; et tout en préconisant la refonte des organes d'inspection chargés de combattre la corruption et la démoralisation du parti, ou encore toute déviation doctrinale, l'auteur de ces lettres mettait simultanément en garde contre toute excessive « pruderie ». Ainsi recommandait-il, par exemple, pour mieux démasquer les coupables, de recourir à des méthodes inquisitoriales qui susciteraient (concédaient-il) « une indignation inouïe et un sentiment de révolte morale » en Occident, et qu'« aucun fonctionnaire qui se respecte ne consentirait même à discuter ». Ajoute-t-on que le terme de « démocratie » était dans ces pages, pratiquement passé sous silence, force est bien d'admettre que Staline, soucieux lui-même d'élever le niveau culturel du pays et d'édifier (à l'aide de méthodes comparables) un régime socialiste exemplaire, se montrera un lecteur et un disciple de Lénine plus attentif qu'on ne l'a dit.

De même ne faudrait-il pas surestimer les tensions survenues entre les deux hommes sur le problème des nationalités et sur la « question géorgienne ». Comme on l'a rappelé, Lénine s'était au cours de l'automne 1922, heurté au commissaire aux nationalités qu'était Staline, sur la nature de l'Union en cours d'édification : alors que ce dernier se déclarait partisan d'une Confédération plus ou moins centralisée qui ferait prévaloir les intérêts de la Russie (R.S.F.S.R.) sur ceux des futures républiques autonomes, Lénine fera prévaloir sa conception d'une Fédération regroupant sur un pied d'égalité les diverses républiques. Égalité plus théorique que réelle : les structures mêmes du parti communiste, unique pour l'ensemble de l'Union, et la centralisation du pouvoir entre les mains du Comité central (et du politbureau) restreignaient considérablement les droits des républiques et conduisaient à la prépondérance de Moscou, et à celle du secrétaire général, dont la Fédération ne limitait nullement le pouvoir, comme les années trente en donneront une confirmation éclatante.

Quant à la question géorgienne trop souvent dramatisée, il convenait également, pour lui rendre ses véritables proportions, de la replacer dans son contexte. Ramenée à l'essentiel, l'affaire remontait à l'invasion par l'Armée rouge, en février 1921, de la République de Géorgie, dont le gouvernement soviétique avait pourtant reconnu officiellement l'indépendance un an plus tôt, en 1920. A l'appel de groupes communistes géorgiens désireux de prendre en main la direction du pays, l'Armée rouge s'était, au mépris du droit international, portée « au secours » de ses partisans, et elle avait noyé dans le sang la résistance géorgienne, au moment même où elle écrasait l'insurrection de Kronstadt. Leur rattachement à la communauté soviétique une fois acquis, certains communistes géorgiens avaient alors demandé à entrer dans l'Union sous forme d'une république de plein droit, et non dans le cadre d'une Fédération de Transcaucasie, également souhaitée (non

sans nuances) par Lénine et Staline. Au cours des discussions à ce sujet, Ordjonikidzé, qui avait dirigé deux ans plus tôt l'invasion du pays, s'était alors permis, dans ses fonctions officielles, il est vrai, de porter la main, un jour d'octobre 1922, sur l'un de ses interlocuteurs récalcitrants.

Comparé à la violation de l'indépendance géorgienne et à l'invasion du pays, au prix de milliers de victimes, le soufflet en question pouvait paraître un événement infime. Mais l'offensé était lui-même membre du parti ; et cet épisode, revenu aux oreilles de Lénine, incitera ce dernier à se poser — non sans retard — en défenseur des « petites nationalités », et à dénoncer le « chauvinisme grand-russe » des allogènes russifiés dont la brutalité n'avait rien à envier, ajoutait-il, à celle des « cognes » (*deržimordy*) tsaristes. Simultanément, Lénine s'était adressé à Trotsky pour lui demander de plaider en son nom au congrès suivant du parti, la cause des petites nationalités et d'intensifier la lutte contre la bureaucratisation, déjà engagée par ce dernier. Quelques mois plus tard, l'altercation bien connue entre Kroupskaïa et Staline (décembre 1922), avait encore envenimé la situation ; et tout laissait prévoir une rupture entre les deux hommes qui ne se reverront plus de toute l'année 1923.

Était-ce à dire que Lénine, vivant, aurait pu, comme on le répète, orienter l'URSS dans une tout autre voie ? Il est permis d'en douter. De fait, les *Lettres au congrès* et leurs critiques contre la bureaucratisation du parti menaçaient bien des situations acquises ; et elles s'étaient heurtées pour cette raison à la résistance du Comité central, qui n'avait publié, bien tardivement, que deux d'entre elles, après avoir envisagé un simulacre de publication, en un unique exemplaire, à l'intention du seul Lénine. De plus, l'alliance tactique qu'il paraissait, selon certains, sur le point de conclure avec Trotsky (qui ne donnera pas suite aux demandes de Lénine) ne pouvait qu'alarmer la vieille garde, dont une commune méfiance envers ce franc-tireur inclassable était le principal ciment. En outre, l'engagement de Lénine en faveur de la Nep, impopulaire dans les rangs bolchéviks, lui avait même valu, par dérision, le surnom de Vladimir Nepskiï. Longtemps incontestée, l'autorité du leader communiste en souffrait, et rien ne permet d'affirmer qu'il eût été en mesure — l'aurait-il même voulu — de redresser la barre et de reprendre en main un Comité central animé déjà d'une volonté propre, comme tendrait à le prouver le sort réservé à son « testament ». Quoiqu'il en soit, son éloignement forcé du pouvoir faisait le jeu de Staline, qui se rendait peu à peu irremplaçable en assurant au jour le jour, dans des conditions difficiles, et à la satisfaction générale, la gestion des affaires courantes et la continuité même du parti.

Cette période d'interrègne s'achève enfin le 21 janvier 1924 avec la « mort physique » de celui dont « le nom était devenu le symbole d'un monde nouveau de l'orient à l'occident, et du nord au sud », précisera le communiqué officiel du Comité central annonçant au pays le deuil qui le frappait. S'ouvre alors ce qu'il est convenu d'appeler la « succession » du leader défunt, marquée par l'ascension

de Staline et l'abaissement de ses rivaux, mais ponctuée également de rumeurs et de légendes que l'on s'est efforcé de tirer au clair.

Première légende : Lénine, alors en froid avec Staline, aurait été empoisonné par le secrétaire général dont la carrière politique risquait fort d'être brisée par le rétablissement du numéro un du parti bolchévique. Lancée par Trotsky quinze ans plus tard, en 1939, cette version se trouve contredite par la récente publication du journal de la sœur de Lénine. Frappé par la maladie, son frère (nous rapporte-t-elle) s'était effectivement adressé, en mai 1922, à Staline comme à quelqu'un en qui « il avait [alors] tout particulièrement confiance » et à qui « tout sentimentalisme était étranger », pour le prier de lui procurer du cyanure au cas où il se trouverait irrémédiablement diminué. Informé par Staline, le politbureau avait rejeté à l'unanimité une telle hypothèse et les choses en étaient restées là. Mais Staline n'avait-il pas cherché à se couvrir par avance, en attendant son heure, et, après avoir complaisamment accueilli la proposition de Lénine, n'était-il pas capable de maquiller un assassinat en suicide ? Récemment publié, le témoignage de la sœur de Lénine, alors confidente des principaux protagonistes, paraît bien avoir dissipé tous les doutes.

Autre légende, également examinée : Staline aurait délibérément induit Trotsky en erreur sur la date des obsèques de Lénine pour l'empêcher d'y assister, et mieux le marginaliser. Mais le télégramme envoyé dès le lendemain du décès, le 22 janvier, par le secrétaire général à l'ancien commissaire aux forces armées et récemment retrouvé dans les archives de l'Armée rouge fait en réalité justice de ces accusations. La date des obsèques sera, il est vrai, repoussée *in extremis* de vingt-quatre heures, (du 26 au 27 janvier) de manière à permettre au congrès des soviets, convoqué en séance extraordinaire, de rendre un ultime hommage au leader disparu. Et c'est à cette occasion que Staline, prenant la parole après les principaux ténors du parti, avait prononcé sa fameuse oraison funèbre, en forme de serments successifs au camarade Lénine ; et il aurait par cet hommage (à en croire la plupart des commentateurs) inauguré à son profit la sacralisation du leader défunt et le culte, à terme, de sa propre personnalité.

Nouvelle affirmation sans fondement : en réalité, le ton avait été donné par le communiqué officiel du Comité central annonçant au pays, ce même 22 janvier, la mort du « fondateur de notre parti d'acier », dont la « passion révolutionnaire déplaçait les montagnes ». La « mort physique » du leader qui « avait donné sa vie, jusqu'à son dernier soupir de martyr, pour la classe ouvrière » ne signifiait pas, précisait ce communiqué, la fin de son œuvre : non seulement Lénine « continuait à vivre dans l'âme de chaque membre de notre parti », mais chacun « était une parcelle de Lénine, dont toute notre famille communiste était l'incarnation collective », etc., etc. Bref, le parti « poursuivait d'un pas inflexible sa marche en avant, car il tient entre les mains le testament que lui a légué le camarade Lénine » à qui « rien n'échappait » (« *vsevidjaščij* »).

Comme on l'a souligné, Staline, loin d'inaugurer le dit culte de Lénine, n'avait fait que développer, à sa manière, les versets incantatoires du Comité central qui

faisait du parti comme le corps mystique de Lénine. Mais de par ses origines ouvrières et son éducation religieuse, Staline se trouvait mieux placé que tout autre pour amplifier la sacralisation du leader inaugurée par le Comité central, et donner à son discours la forme d'un serment, familière à une population très majoritairement orthodoxe qui prêtait encore, moins de sept ans plus tôt, serment de fidélité au tsar. D'où le retentissement exceptionnel de cette oraison funèbre qui éclipsait encore les dévotes litanies du Comité central : par ce discours le secrétaire général s'affirmait ouvertement, et pour la première fois, comme un acteur politique de plein droit, et comme un candidat sérieux à la succession de celui que le parti venait de célébrer comme un « dictateur dans le meilleur sens du terme ».

Restait le mausolée : à en croire la plupart des auteurs, ce serait « très largement sous la pression de Staline qu'il fut décidé, contrairement aux désirs de la veuve, entre autres, d'embaumer Lénine, et de faire de sa tombe un lieu de pèlerinage » (R. Conquest). Allégations dont on n'a pas eu de peine à démontrer le caractère fallacieux : c'est en effet la Commission des obsèques, présidée par Lunatcharskij et seule compétente, qui avait ordonné d'embaumer, sommairement tout d'abord, la dépouille du défunt pour l'exposer une semaine durant à la vénération du public. L'idée, diffusée par la presse, de conserver les traits du défunt pour « les millions de personnes qui seraient extrêmement heureuses de contempler l'image de ce dirigeant éminent », avait fait son chemin ; aussi le politbureau s'était-il lui-même chargé de vaincre les réticences de « la veuve » et de commander, à l'initiative du président de la commission, les plans d'un mausolée, tout d'abord temporaire, à placer devant le mur des combattants de la révolution, — en vue, précisait le communiqué officiel, « d'immenses meetings publics » et de futures manifestations de « plusieurs millions de personnes ».

Inutile d'insister : loin de faire déjà à cette date figure d'épouvantail, Staline ressortait plutôt à son avantage de tous ces épisodes, comme un secrétaire général exemplaire et sur la même longueur d'onde que ses collègues du Comité central et du politbureau. A cette date, nul n'imaginait encore l'ascension future de Staline qui n'offrait prise alors ni à la suspicion ni à la méfiance dont on l'accablait rétrospectivement. Encore en 1925, Trotsky n'hésitait pas lui-même à le qualifier d'« excellent communiste dévoué sans réserve au parti ». Et c'est précisément cette réputation de dévouement inaltérable qui va lui permettre de passer le cap du XIII<sup>e</sup> congrès et de détourner la menace que faisait peser sur lui le « testament » de Lénine.

Une menace bien souvent évaluée, elle aussi, de manière inexacte : contrairement à ce qui s'écrit trop souvent, Lénine n'avait nullement recommandé au congrès de remplacer le « trop brutal » Staline, (qui, « en devenant secrétaire général, a concentré entre ses mains un pouvoir immense ») par quelqu'un qui « sous tous les rapports se distingue [de lui] par une supériorité, à savoir qui serait plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades... », comme on traduit généralement ; mais par quelqu'un qui « ne se

distingue sous tous rapports de lui *que par une seule* supériorité », à savoir qui serait plus patient, loyal, poli, etc. En d'autres termes, Lénine ne s'en prenait nullement au « pouvoir immense » du secrétaire général, mais préconisait seulement de le remplacer par un camarade qui exercerait « poliment » et sans brutalité ce « pouvoir immense » qu'il jugeait en conséquence superflu de restreindre. La mesure envisagée était donc une opération de caractère avant tout cosmétique, et l'on ne saurait en déduire, comme on le fait généralement, que le drame du stalinisme eût été épargné à la Russie si le parti avait suivi les conseils de son leader. Le « pouvoir immense » du secrétaire général n'aurait fait en réalité que tomber entre de nouvelles mains, pas forcément plus « patientes », ni « prévenantes », car Staline paraissait toujours à cette date beaucoup moins redoutable que d'autres, expressément désireux, tel Zinoviev, de le maintenir en fonctions pour mieux se servir de lui.

Ainsi s'expliquait le déroulement du XIII<sup>e</sup> congrès (mai 1924), dont on a rappelé les principales péripéties à la lumière des documents récemment publiés. A l'ordre du jour du congrès figurait notamment l'examen du « testament » de Lénine, dont le congrès n'aura cependant pas à délibérer en séance plénière. En lui-même, l'escamotage dudit testament n'avait rien de bien surprenant : bien des événements étaient en effet intervenus depuis sa rédaction dix-huit mois plus tôt, et la lutte des triumvirs contre Trotsky battait alors son plein. Le limogeage de Staline risquait donc de priver simultanément le Comité central (et le parti) de « ses deux chefs les plus marquants », comme les avait qualifiés Lénine. A moins que cette mise à l'écart ne profite au seul Trotsky, guère moins « brutal », et auquel Staline offrait un contrepoids bienvenu. En fait, le testament avait lui-même prévu une porte de sortie en précisant que les intéressés pourraient évoluer et se corriger. Telle sera finalement l'échappatoire retenue : faisant valoir que Staline avait tenu compte des remarques de Lénine et s'était « amendé », ses deux collègues-triumvirs (Zinoviev et Kamenev) avaient obtenu, après délibération du Comité central, qu'il soit donné lecture du testament non pas en séance plénière, mais délégation par délégation, sans que le congrès ait à connaître, comme tel, de leurs objections. Si bien que Staline — qui avait eu la prudence d'offrir sa démission — sera finalement réélu au Comité central et reconduit par ce dernier, le 3 juin (et pour la troisième fois), dans ses fonctions de secrétaire général. « C'est un bon exécutant » avait dit de lui à cette occasion Zinoviev ; « mais il a besoin et il nécessaire qu'on le dirige. Par lui-même, il n'en est pas capable ».

Affirmation bien imprudente, et aussitôt démentie : non seulement, en effet, personne n'avait publiquement contesté le « pouvoir immense » du secrétaire général, mais le congrès n'avait pas davantage débattu de la « direction collective » qui avait, paraît-il, la préférence de Lénine. Qui mieux est, la réélection de Staline par le congrès et le Comité central avait eu paradoxalement pour résultat d'accroître encore l'autorité et la légitimité du secrétaire général, ainsi élevé au-dessus de ses collègues et dès lors, en partie, indépendant d'eux. Loin d'être un

« usurpateur », comme l'on persiste encore trop souvent à le qualifier, il n'avait accédé à ses diverses fonctions que de la façon la plus régulière qui soit ; et c'est en accord également avec les statuts du parti qu'il était en passe d'affermir son immense pouvoir, dont on s'est efforcé de préciser l'ampleur.

Membre du Comité central et du politbureau, Staline se trouvait également, en sa qualité de secrétaire général à la tête du « bureau d'organisation », chargé, entre autres, des affectations et des promotions (ou des limogeages) au sein du parti. Or le recul du principe électif au profit des nominations et de la bureaucratization du parti (dont Staline était loin d'être le principal responsable) contribuait à accroître toujours davantage le rôle du secrétariat. Non content de préparer les dossiers du Comité central et du politbureau, le secrétariat général avait également la haute main sur le personnel du parti et sur son recrutement, et il avait ainsi tout loisir de placer des hommes sûrs aux postes stratégiques, ceux de secrétaires généraux notamment. En sélectionnant du haut en bas de la hiérarchie, alors en renforcement constant, des militants dociles ou à sa dévotion, Staline pouvait ainsi, mieux que ses concurrents, influencer la composition des congrès, comme déjà par exemple celle du XIII<sup>e</sup> congrès, où les triumvirs avaient réduit les partisans de Trotsky à la portion congrue. Enfin, et pour couronner le tout, Staline avait fait élire (dès 1923) un de ses adjoints : Kouibychev, à la tête de la Commission centrale de contrôle, pourtant chargée, en tant qu'instance disciplinaire suprême du parti, de contrôler les agissements du secrétaire général et de ses services.

Déjà « immense », le pouvoir de Staline reflétait en réalité celui du parti lui-même qui tenait entre ses mains, à travers le secrétariat général, « tous les fils de la vie économique et de l'appareil [gouvernemental] soviétique », comme le constatait, dès cette date, le principal intéressé. Pour restreindre ce pouvoir, il eût fallu en appeler à la base, et rétablir la démocratie, plus que jamais tenue en lisière dans le parti depuis le X<sup>e</sup> congrès. Or personne n'y songeait : même le pourfendeur de la bureaucratization du parti qu'était Trotsky n'avait garde, on l'a vu, de réclamer une véritable démocratie ouvrière qu'il jugeait lui aussi incompatible avec la dictature du prolétariat, exercée par le seul parti communiste. Un retour à plus de démocratie ne pouvait, en pleine Nep, que profiter à l'adversaire et qu'entraîner — tous l'admettaient — une contre-offensive des menchéviks et des S.-R., dont le programme tenait tout entier en ce seul mot. Les communistes, eux, ne faisaient pas (comme ils disaient) de la démocratie un « fétiche », et ils n'entendaient nullement lui sacrifier le sort de la révolution d'Octobre, non plus que le monopole du parti, considéré progressivement comme une fin en soi.

Tout peuple qui en opprime un autre n'est pas lui-même un peuple libre, avait prévenu Marx. Cet axiome valait également pour les partis politiques ; et la plupart des membres du parti communiste étaient prêts, plus ou moins consciemment, depuis le X<sup>e</sup> congrès à sacrifier leur liberté pour maintenir leur dictature et en préserver la cohésion. Or cette tâche exigeait un secrétaire général de la trempe de Staline qui présentait, à l'usage, toutes les qualités requises et dont nul, Trotsky

compris, pourtant présent tout au long du XIII<sup>e</sup> congrès, n'avait songé à remettre expressément en cause « l'immense pouvoir ». L'atrophie de la démocratie, dont l'auteur de *Que faire ?* et son parti n'avaient jamais fait grand cas, telle était en réalité l'une des causes, et non la moindre, de l'ascension et du pouvoir de Staline dont tous se retrouvaient peu ou prou complices. De fait, instaurer la démocratie et rendre la parole au pays, réduit au silence et absent des débats, signifiait en effet courir le risque de réouvrir une boîte de Pandore aux effets de souffle imprévisibles.

*Mutatis mutandis*, la situation n'était pas sans rappeler la parabole de l'un des premiers populistes, Dobrolioubov, à l'adresse des libéraux, trop enclins à combattre l'autocratie de l'intérieur, sans oser rompre avec elle : « si, assis dans une caisse vide, vous tentez de la renverser tout en restant à l'intérieur, quels terribles efforts ne devrez-vous pas faire ! Commencez au contraire par en sortir, et une simple poussée suffira à la renverser ». De même que naguère les libéraux, les opposants à Staline ne songeaient pas davantage à renverser la « caisse » du parti unique, centralisé, autoritaire et discipliné, d'où découlait le pouvoir du secrétaire général, et ils se condamnaient par là même à l'impuissance. Reconduit chaque fois dans ses fonctions de congrès en congrès, Staline tirait de cette consécration une autorité accrue, et il disposait désormais de la durée. Considéré jusque là comme l'exécutant de la volonté du parti, il commence à se muer en un dirigeant de tout premier plan, à qui sa théorie du socialisme dans un seul pays va servir de tremplin. Si rudimentaire fût-elle, cette « théorie », avancée tout d'abord sans plan préconçu, à la manière d'un ballon d'essai, avait le mérite d'offrir une solution de rechange à une Nep impopulaire dans les rangs du parti ; aussi va-t-elle lui permettre de s'imposer et d'évincer ses rivaux.

\*  
\*\*

Passé le cap du XIII<sup>e</sup> congrès du P.C., une nouvelle polémique, connue sous le nom de « débat littéraire », oppose, quelques mois plus tard, Trotsky aux triumvirs. Cet affrontement à coups de biographies truquées, dont on a précisé le déroulement, donne à Staline l'occasion d'ajouter à son profil d'administrateur et d'homme de l'appareil la stature de théoricien qui lui faisait défaut jusque-là. Sous le titre *Les Chemins d'Octobre*, il rassemble en un recueil ses écrits datant de la période révolutionnaire, et en profite pour relativiser le rôle de co-stratège de l'insurrection, avec Lénine, que Trotsky venait de s'attribuer dans ses *Leçons d'Octobre*. En réalité, Trotsky, rectifiait Staline, loin d'avoir dirigé l'insurrection de pair avec Lénine, s'était borné à mettre en œuvre, en remarquable tacticien, il est vrai, la stratégie élaborée par le seul Lénine. Au passage, Staline discernait un brevet de bolchévisme aux deux autres triumvirs, ses collègues, dont Trotsky avait rappelé (malgré les mises en garde du « testament ») le passé de « briseurs de grève » de la révolution. Ainsi s'érigeait-il en position d'arbitre dans un débat qui inaugurerait, à l'initiative de Trotsky, l'usage polémique de la biographie remaniée de l'adversaire et les premiers coups de pouce à l'histoire.



Cette même année 1924, Staline s'était plus largement posé en interprète de Lénine dans ses *Principes du léninisme* dédiés à la « promotion Lénine » du printemps et à la « nouvelle génération des ouvriers du parti ». Depuis la mort du leader charismatique, chacun cherchait à s'en approprier l'héritage et à donner sa propre interprétation du « léninisme », pour mieux en briguer la succession. Avec ses *Leçons du léninisme*, Zinoviev venait de mettre ce terme à l'honneur, et à la mode. Qu'il ait déjà, ou non, commencé à ambitionner de s'imposer à la tête du parti au lieu et place de Lénine, le secrétaire général ne pouvait rester à l'écart. Résumant à l'intention de militants frais émoulus les principes de base légués par Lénine à son parti, Staline insistait sur la qualité maîtresse, à ses yeux, du stratège d'Octobre, à savoir sa capacité à allier praxis et théorie, ou encore à théoriser son action et à l'inscrire dans une stratégie révolutionnaire d'ensemble, à savoir : la dictature exercée au nom du prolétariat par le parti qui en était tout à la fois l'éducateur, le rassembleur, l'organisateur et l'avant-garde. En permettant ainsi à la « nouvelle génération » du parti, déjà largement majoritaire en son sein, de s'orienter dans la pensée du leader défunt, dont elle ignorait presque tout, Staline ajoutait une corde de théoricien à son arc, tout en associant dans l'esprit des nouvelles recrues son nom à celui de Lénine.

Son ascension va se poursuivre au cours de l'année 1925, parallèlement à la décomposition du triumvirat, dont une commune hostilité à Trotsky était le principal ciment. Or ce dernier, déjà suspecté, sans grand fondement, d'aspirer au pouvoir personnel et relevé (janvier 1925) de ses fonctions de commissaire du peuple aux forces armées, se voyait bientôt pris dans une nouvelle tourmente. Un journaliste américain, le communiste Max Eastman, avait en effet publié vers la fin du printemps un ouvrage sur la Russie sans Lénine (*Since Lenin died*) qui faisait état, entre autres indiscretions, du testament escamoté et qui décrivait le politbureau comme une « bande irresponsable d'usurpateurs et de falsificateurs ». Aussitôt mis en cause, Trotsky avait dû désavouer officiellement son confident et en démentir publiquement les informations, qu'il dénonce comme une œuvre « objectivement contre-révolutionnaire » entre les mains des « pires ennemis du parti et de la révolution ». Humiliante reculade dont Staline, décrit lui-même comme un intrigant sans envergure, avait été la cheville ouvrière, comme il ressort de documents récemment divulgués. Pourtant le secrétaire général, qui s'était déjà opposé, courant janvier, à l'arrestation de Trotsky, se prononce cette fois contre son expulsion du politbureau réclamée par ses collègues-triumvirs. Qu'il ait entendu réserver l'avenir ou jugé cette mesure prématurée compte tenu de la notoriété persistante de Trotsky, Staline n'en avait pas moins marqué de nouveaux points : attentif, en sa qualité de secrétaire général, à l'unité du parti, dont il avait dirigé la défense contre les insinuations de M. Eastman, il avait à cette occasion confirmé sa réputation de fermeté, mais aussi ses qualités de prudence et de modération, calculée ou non, bien souvent perdues de vue aujourd'hui par trop de biographes amateurs.

Nouvel atout : c'est au cours de cette même année 1925 que Staline en vient à énoncer l'idée que le socialisme pourrait commencer à être édifié dans un

premier pays, la Russie, sans plus attendre une révolution internationale en souffrance. Déjà avancée allusivement dans les *Principes du léninisme* (1924), cette doctrine encore à l'état d'ébauche, (qui ne se recommandait guère, on le sait, que d'un seul passage de Lénine sorti de son contexte) était trop contraire à l'interprétation en vigueur du « marxisme-léninisme » pour ne pas soulever aussitôt maintes objections. Sans grand succès, il est vrai : comme on l'a relevé, Lénine lui-même n'avait pas hésité en effet à « réviser » le marxisme en déclenchant notamment la « révolution socialiste d'octobre » dans le dernier pays où aurait dû éclater, aux yeux d'un marxiste, une telle révolution ; puis en signant peu après le traité de Brest-Litovsk avec l'impérialisme allemand. En un sens, Staline ne faisait donc que suivre l'exemple de Lénine en alliant à son tour théorie « marxiste-léniniste » et praxis politique. Mais l'important n'était pas là : hérétique ou non, cette formule répondait en réalité à l'attente de nombreux militants, découragés par les risques de restauration que faisait courir, en se prolongeant, une Nep trop favorable aux paysans, et préjudiciable au contraire à une population ouvrière frappée par le chômage. Au point que Staline va se trouver encouragé, dans l'élaboration de sa théorie, par le succès croissant de cette formule qui pourrait même l'avoir le premier surpris.

Dans l'immédiat, Staline cherche alors à définir sa voie entre « l'ennemi des moujiks », comme était surnommé Trotsky, désireux d'infléchir la Nep dans un sens plus industrialiste, et « l'ami des koulaks » que semblait être Boukharine. Converti à la Nep qu'il défendait avec une ardeur croisante, ce dernier avait fait adopter au printemps 1925, un nouvel élargissement de la Nep (ou néo-Nep) au bénéfice des paysans qu'il invitait à « s'enrichir », dans l'espoir de recettes fiscales accrues à réinvestir dans le secteur industriel d'État. Sans s'identifier avec des positions aussi imprudentes, Staline s'était toutefois rapproché de Boukharine, au fur et à mesure que ses relations avec les deux autres triumvirs se détérioraient et que l'appui de « l'enfant chéri du parti » lui paraissait alors le bienvenu, en attendant (on le sait) de se retourner ultérieurement contre lui. Ce jeu de bascule intéressé entre ses alliés successifs justifie-t-il les accusations d'absence de principes et de dissimulation, ou même de machiavélisme lancées contre lui ? Il est permis d'en douter : ces revirements, non dépourvus de calculs et d'arrière-pensées (dont Staline n'avait bien entendu pas le monopole) pourraient s'expliquer par l'absence, à cette date, de toute solution de rechange à la Nep. Impopulaire, certes, dans les rangs communistes, cette « maudite Nep » n'en continuait pas moins en effet à présenter, dans l'immédiat, plus d'avantages que d'inconvénients et à rallier, bon gré mal gré, une majorité de partisans au sein du Comité central.

Peu soucieux de s'enfermer prématurément, Staline laissait donc Boukharine développer ses thèses « néo-populistes », qui subordonnaient les progrès de l'économie à la prospérité du monde rural ; et il élaborait de son côté, par touches successives, une doctrine qui impliquait une industrialisation renforcée et l'abandon à terme de la Nep. Expression même de l'indécision des esprits à cette date, ces deux politiques contradictoires seront approuvées simultanément par le

XIV<sup>e</sup> congrès du parti (décembre 1925) qui consacre la victoire de Staline sur ses deux collègues-triumvirs.

Repoussé à diverses reprises, ce congrès avait été soigneusement préparé par chacune des parties en cause, qui avaient cherché par tous les moyens (Staline tout comme les autres) à faire élire leurs propres candidats. Avec des succès divers : si les délégués de Léninegrad et de sa région sont tous sans exception des partisans de Zinoviev, le secrétaire général, dont les fonctions s'étendent à l'ensemble de l'URSS, a su s'assurer, en dehors de Léninegrad et de Moscou (fief de Kamenev) une confortable majorité, qui lui permet de déjouer toutes les attaques de ses anciens collègues. C'est ainsi notamment que ce congrès, dont on a rappelé les principales péripéties, refuse de condamner les concessions faites aux « koulaks », comme le réclame Zinoviev qui dénonce « l'alliance des koulaks, des Nepmen et des bureaucrates » incarnée, à l'en croire, par le tandem Boukharine-Staline. Qui mieux est, le congrès fait une véritable ovation au secrétaire général et au Comité central léniniste « groupé autour de lui ». Kamenev a beau réclamer, mais un peu tard, le limogeage du secrétaire général donné pour incapable de jouer le rôle de « fédérateur » qui lui incombait, le congrès reconduit au contraire Staline dans ses fonctions, et l'acclame du titre de *vožd'*, réservé jusque-là à Lénine, et — avant lui — aux souverains. Déclinant cet hommage avec une modestie ostentatoire, Staline y répond par un éloge de la direction collective et de l'unité du parti, dont les militants ressentent plus que jamais le besoin depuis la mort de Lénine, et dont les intérêts priment, affirme-t-il, ceux de la « démocratie formelle ». Et, prenant la défense de Boukharine, il refuse à Zinoviev qui demandait sa tête « le sang de Boukharine ».

Ces données rappelées, restait à dresser le bilan d'un congrès qui marquait un tournant dans l'ascension de Staline, comme dans la vie du parti et de l'URSS tout entière. Simple numéro trois jusque là d'un triumvirat moribond, Staline se trouvait maintenant en position de numéro un du parti et du Comité central léniniste « groupé autour de lui », qui constituaient ensemble « la meilleure direction possible pour conduire le parti de victoire en victoire », avait déclaré le président de la Commission centrale de contrôle, Kouïbychev. Sans faire encore réellement l'objet d'un culte quelconque, Staline pouvait désormais se targuer d'une réputation nouvelle de disciple et de continuateur de Lénine, et il détient une autorité, sinon déjà incontestée, du moins prépondérante, et acquise de manière parfaitement régulière. Tout *primus inter pares* qu'il soit devenu, il continue toutefois à faire encore avant tout figure d'exécutant du Comité central et du politbureau, et il reste toujours exposé à un vote-sanction de ces deux instances suprêmes, mais il est désormais en position de préciser et de populariser sa doctrine du socialisme dans un seul pays, qui constitue dès lors le tremplin de son ascension.

A peine le congrès terminé, son ascension ne tarde pas à se confirmer. De même que la disgrâce de Trotsky avait entraîné, deux ans plus tôt, mutations et limogeages dans les rangs de ses partisans, les sanctions s'abattent sur ceux de

Zinoviev et de Kamenev. Mis en minorité dans leurs « fiefs » de Léninegrad et de Moscou, où Staline fait élire avec le concours de Kirov, et dans le respect des statuts, ses propres partisans, les ex-triumvirs ne tardent pas à se voir évincés du politbureau, où sont élus trois des plus fidèles acolytes de Staline (Kalinine, Molotov, Vorochilov), qui y font désormais équilibre aux partisans de la néo-Nep, regroupés derrière Boukharine.

Rétrospectivement, l'ascension de Staline, déjà maître du secrétariat et (par fidèles interposés) de la Commission de contrôle, et bientôt majoritaire au Comité central, avant de le devenir au politbureau, pouvait paraître acquise d'avance ; et ses biographes n'hésitent pas à l'imaginer habitée d'emblée par une ambition sans bornes, soigneusement dissimulée, et prêt à tout pour parvenir à ses fins. Illusion d'optique : encore à cette date, Staline continuait à faire figure avant tout de serviteur dévoué du parti et du Comité central, ni meilleur ni pire que beaucoup d'autres dirigeants (en majorité moins bons tacticiens), et toujours dépourvu du profil de théoricien indispensable dans un parti féru de dialectique ; et rares étaient ceux de ses collègues qui pressentaient en lui une menace potentielle. Même après la disparition prématurée de Lénine, qui avait bouleversé la donne au sommet en libérant la place de numéro un, Staline était tout d'abord resté en retrait, dans le sillage des deux triumvirs les plus en vue qui avaient longtemps cru pouvoir le « diriger ». Sa réputation persistante de médiocrité et son apparente modération l'avaient longtemps servi ; mais il lui faudra attendre d'avoir acquis un profil de théoricien pour que de nouveaux horizons s'ouvrent devant lui, et qu'il puisse effectivement revendiquer un pouvoir sans partage. Aussi ne saurait-on l'imaginer après coup faisant d'emblée les cent pas sur le trottoir du Kremlin, rongé par son frein, et prêt à balayer par avance tout concurrent importun. Son ambition se nourrit au contraire de son ascension ; et seule sa doctrine du socialisme dans un seul pays lui permettra de s'imposer comme théoricien et partant d'assurer ainsi sa mainmise sur le parti.

\*\*

En se prononçant pour la première fois, à l'initiative de Staline, pour une politique d'industrialisation et pour la transformation de la Russie, encore essentiellement rurale, en une puissance industrielle, le XIV<sup>e</sup> congrès se trouvait relancer le débat sur la Nep, dont les résultats économiques répondaient très largement à l'attente de ses auteurs. A cette date, en effet, la production tant agricole qu'industrielle, avait plus ou moins rattrapé son niveau de 1913-1914. Cette réussite — incontestable — de la Nep ne parvenait pas toutefois à masquer un certain nombre de faiblesses, non moins évidentes : l'agriculture ainsi restaurée était une agriculture parcellaire et archaïque aux rendements dérisoires, entravée par son araire synonyme d'assolement triennal et de jachère morte, et trop faiblement mécanisée pour financer tout à la fois l'industrialisation du pays et nourrir sa population urbaine. De même en ce qui concerne l'industrie, lourde

notamment, dont la modernisation exigeait des investissements accrus pour lui permettre de rattraper, non pas seulement son niveau de 1913, mais son retard accumulé depuis 1917. En d'autres termes, si la *restauration* de l'économie d'avant 1914 était donc en bonne voie, il n'en allait pas de même de sa *reconstruction* sur des bases socialistes nouvelles. Seuls au total les buts circonstanciels de la Nep avaient été atteints, mais non ses buts fondamentaux, faute d'une épargne intérieure suffisante, et faute plus encore de ces investissements étrangers qui avaient joué au tournant du siècle un rôle déterminant dans l'essor de l'industrie russe. Dans ces conditions, il était fatal que les responsables s'interrogent sur la possibilité de passer — dans le cadre de la Nep — de la phase de « restauration » de l'économie à celle de sa « reconstruction » dans un sens socialiste, et sur le sort à lui réserver.

En bref, deux tendances s'affrontaient, que l'on a caractérisées à grands traits. D'un côté la « droite » incarnée par Boukharine et son « école » : à leurs yeux, la Nep était encore loin d'avoir porté tous ses fruits, et le pays ne pouvait guère compter, pour se moderniser, que sur les excédents dégagés par l'agriculture. Ainsi fallait-il encourager la paysannerie à « s'enrichir », sans se l'aliéner par des impôts vexatoires, puisque sa prospérité conditionnait celle même de l'État et de l'industrie socialiste. Refusant toute épreuve de force avec la paysannerie pour ne pas « tuer la poule aux œufs d'or », la droite se prononçait donc pour une croissance organique, au rythme des excédents dégagés par l'agriculture, dont la modernisation avait à ses yeux priorité. Aussi importait-il de poursuivre et d'élargir la Nep, car la restauration de l'économie ne pouvait manquer de déboucher à la longue sur la reconstruction socialiste souhaitée.

Favorable à un développement économique planifié, la « gauche » dénonçait, quant à elle, cette « idéologie de la restauration » qui mettait le secteur socialiste à la remorque de la petite exploitation paysanne, pénalisait le monde ouvrier, et qui comportait un risque nullement négligeable de restauration capitaliste. Rejetant l'industrialisation au ralenti préconisée par Boukharine, elle entendait donner sans plus tarder priorité à la reconstruction « socialiste » de l'économie, en menant de front — et dans le cadre d'un plan — la mécanisation de l'agriculture et une industrialisation plus rapide, capable d'absorber les excédents de main d'œuvre agricole ainsi dégagés. Ainsi aboutirait-on à la constitution d'une classe ouvrière assez nombreuse pour tenir le cas échéant en échec une contre-offensive capitaliste. Cette politique ambitieuse de développement industriel planifié exigeait toutefois des ressources qui ne pouvaient provenir de la seule épargne volontaire de la paysannerie par définition limitée. C'est pourquoi la gauche préconisait de recourir à ce qu'elle appelait une « accumulation » non plus capitaliste, mais « socialiste primitive », sous forme de prélèvements accrus qui confisqueraient, au service de la construction planifiée du socialisme, la majeure partie de la plus-value agricole.

S'ils entendaient bien mettre fin au cours « pro-koulak » de la Nep, Preobrajensky et ses disciples de « gauche » n'envisageaient pas toutefois de la répudier : ils se refusaient en effet, en bons marxistes, à traiter la paysannerie en colonie

intérieure, taillable et corvéable à merci, et à employer à son égard d'autre force que la « force de l'exemple ». En outre, ils rejetaient également comme « analphabétisme économique » toute forme d'industrialisation massive, dévoreuse de capitaux. Pour éviter d'avoir à sacrifier la consommation des classes laborieuses, ils donnaient au contraire priorité à l'industrie de transformation qui promettait un retour sur investissements plus rapide, sans immobiliser durablement des capitaux trop importants. Aussi se prononçaient-ils pour une industrialisation sélective qui ne sacrifierait pas le court terme au long terme, mais trop réduite toutefois pour accélérer sensiblement la reconstruction de l'économie sur des bases socialistes nouvelles. Entre la gauche désireuse de privilégier le long terme, mais sans sacrifier le court terme, et la droite qui entendait ménager le court terme sans compromettre le long terme, la marge était finalement étroite. Et ni l'une ni l'autre ne parvenait à briser le cercle vicieux de la Nep et de son industrialisation au ralenti, par refus de heurter la paysannerie de front en lui imposant une fiscalité confiscatoire.

Finalement, le problème était moins économique que politique : il s'agissait avant tout de déterminer quel degré de contrainte et de privations il était possible d'imposer au pays, embourbé dans l'ornière de la Nep. Il reviendra à Staline de trancher le nœud gordien et d'arracher la révolution d'Octobre à l'impasse en donnant au parti communiste l'arme théorique qui va lui permettre tout à la fois de refermer la parenthèse de la Nep et de justifier la contrainte qu'impliquait la solution retenue.

\*\*

Resté tout d'abord en marge du débat, Staline avait longtemps fait figure d'homme de l'appareil et d'administrateur, qui n'avait guère avancé jusque-là aucune idée théorique originale, avant que son oraison funèbre de Lénine ne le désigne à l'attention des membres du parti. Ainsi conforté, il commence à partir de 1925 à avancer l'idée que l'URSS possédait, malgré son retard, tout ce qui était nécessaire pour construire, sans concours extérieur et avec ses seules forces, une société socialiste ; et ce slogan du socialisme dans un seul pays, énoncé tout d'abord incidemment, ne tarde pas à se transformer en une idée-force, et bientôt en une doctrine qui va permettre à son auteur de renvoyer dos à dos ses adversaires de droite comme de gauche, et d'asseoir ainsi son pouvoir.

Cette formule venait à son heure : alors que l'URSS semblait vouée à la Nep à perpétuité et que la révolution s'enlisait en attendant un improbable sursaut révolutionnaire en Europe, la conception de Staline remettait la révolution en marche et redonnait un nouvel objectif au parti en lui indiquant, dans un esprit typiquement bolchévik, de nouvelles forteresses à prendre d'assaut. Si séduisante fût-elle, l'idée du socialisme dans un seul pays, retardataire qui plus est, était trop contraire toutefois au marxisme pour ne pas susciter de vives objections, dont on a précisé l'essentiel. Réduite à ses seules forces, la Russie, objectait Zinoviev, ne

pouvait brûler les étapes ni devancer les pays les plus développés ; c'était là une idée illusoire, utopique et contraire au « léninisme » que l'ancien « briseur de grève » d'Octobre tirait dans un sens menchévick. Quant à lui, Trotsky n'avait que mépris pour cette « lamentable baudruche », et il tournait en dérision l'idée que la Russie, « asiatique », « arriérée » et « barbare » comme elle l'était, pût être la première à pénétrer, comme par effraction, dans le royaume du socialisme.

En plaçant la doctrine de Staline au centre de la lutte idéologique, ces objections, en partie fondées, contribuaient en réalité à la diffuser, et même à la populariser. Non seulement, en effet, cet acte de foi en l'avenir affranchissait la Russie soviétique de la tutelle — tant idéologique qu'économique — de l'étranger, mais elle répondait à l'attente inconsciente de nombreux secteurs (ouvriers et urbains notamment) du pays et de maints responsables prêts par avance à épouser les thèses prometteuses de Staline. Prétendre que la Russie ne pouvait, sans renfort extérieur, progresser vers le socialisme avait en effet quelque chose d'humiliant pour la conscience et l'orgueil national. Renoncer en conséquence à forcer la décision (comme Lénine en avait donné l'exemple en octobre 1917), et attendre le réveil du prolétariat occidental, dégageait des relents de menchévisme, tandis que la doctrine-choc de Staline, dont on a cherché à évaluer l'impact, présentait des accents incontestablement bolchéviks. Alors que Trotsky « ne donne aucun espoir », faisait valoir habilement Staline, et « laisse la révolution pousser sur pied en attendant la révolution mondiale », la vision à demi prophétique de Staline redonnait au contraire espoir à tous les communistes de l'intérieur qu'inquiétait la prolongation de la Nep, ou les incantations à la révolution permanente d'un Trotsky. En rendant à la Russie soviétique la maîtrise de ses destinées, le secrétaire général remobilisait les énergies démobilisées par la Nep et restituait à la révolution d'Octobre ses perspectives bolchéviques, tant et si bien que sa conception du socialisme dans un seul pays finira par lui rallier une majorité du parti et de ses instances dirigeantes. Promu désormais au rang de théoricien, et bientôt de successeur de Lénine, le prophète du socialisme dans un seul pays acquérait ainsi les moyens de refermer, le jour venu, la parenthèse de la Nep et de lui substituer une politique dont les implications ne se révéleront — il importe de le souligner — que progressivement, et à l'usage.

Dans l'immédiat, le plus urgent était, pour Staline, de faire face à ses alliés de la veille : ceux-ci s'étaient, au cours de l'année 1926, rapprochés de Trotsky pour former une « nouvelle troïka » afin de combattre la néo-Nep défendue par Boukharine, associé pour la circonstance à Staline qui le soutient sans conviction, tout en poussant ses pions. Désireuse de rééquilibrer la Nep dans un sens plus industrialiste, cette nouvelle troïka se propose de « restaurer la démocratie dans le parti », et d'élaborer une politique de rechange globale à celle de l'équipe Boukharine-Staline. En dépit de ses ambitions, cette « nouvelle opposition prolétarienne » (comme elle se dénomme parfois) ne constitue tout compte fait qu'une alliance de vaincus, dépourvus de toute assise institutionnelle, et dont la voix ne dépasse guère les murs du Kremlin. Déjà privés de tout organe de presse

indépendant et de tout relais au sein du parti, les nouveaux opposants souffrent par surcroît d'un double handicap : ils craignent en effet qu'un conflit ouvert avec la direction en place ne fasse, en cette période de Nep, le jeu de la contre-révolution ; et ils partagent de surcroît la crainte pathologique de toute fraction qui habite plus que jamais le parti depuis la mort de Lénine. De fait, à peine se sont-ils dotés d'un programme commun (juillet 1926) que l'équipe Boukharine-Staline et le Comité central leur reprochent de se constituer en « fraction » et de porter ainsi atteinte à la « discipline de parti ». Le piège dès lors se referme sur eux.

Accusés de violer la résolution du X<sup>e</sup> congrès qui interdisait toute plate-forme particulière, et qu'ils avaient les premiers votée, les membres de la nouvelle opposition se trouvent désarmés ; et ils ne peuvent se soustraire aux sanctions disciplinaires (mutations, limogeages, exclusions) qui les frappent, — à commencer par Zinoviev, exclu du politbureau et de ses fonctions de président du Komintern. Mais le secrétaire général, qui craint de ne pas rallier contre un adversaire encore aussi éminent que Trotsky la majorité du Comité central, s'abstient de requérir contre lui dans l'attente sans doute d'une infraction majeure. Après de nouvelles passes d'armes, que l'on a passées en revue, l'année 1926 se termine sur une première capitulation de la troïka qui prend la route de Canossa. Convaincus d'avoir à nouveau violé la discipline et les statuts du parti, les opposants s'engagent à dissoudre les groupes qu'ils ont constitués en infraction aux règlements ; et ils désavouent même leurs partisans les plus résolus, tandis que de nouvelles sanctions s'abattent sur eux. « Il faut avoir le courage de capituler » conclut Zinoviev, qui avait plus d'une fois dans le passé exigé lui-même de ses adversaires l'abjuration de leurs « erreurs ».

Ralliement de ses troupes par la troïka, ouverture des hostilités, riposte de la direction du parti, capitulation, sanctions et limogeages : un scénario analogue se répétera, mais sur le mode majeur, au cours de l'année 1927, marquée entre autres par le massacre des communistes chinois de Shanghai et de Canton (avril-mai) et une déclaration imprudente de Trotsky (« déclaration de Clémenceau »), qui permet de le taxer de défaitisme et de trahison. Après un nouveau blâme, et de nouvelles protestations de loyalisme de la part de l'« opposition prolétarienne », l'équipe dirigeante, conduite par Staline, cherche alors à prévenir — lors du XV<sup>e</sup> congrès prévu pour décembre 1927 — la répétition des affrontements qui avaient marqué le congrès précédent. Mais l'opposition, qui ne renonce pas à exercer son droit à la critique, ni à faire connaître son programme en prévision du congrès est amenée à multiplier les imprudences : impression clandestine de sa plate-forme électorale, manifestations séparées lors du dixième anniversaire de la révolution d'Octobre, etc. Aussitôt réprimées, ces « activités fractionnelles » conduisent le Comité central à prononcer sanctions et exclusions, dont celles (minovembre) de Zinoviev et de Trotsky, qui sera assigné à résidence deux mois plus tard à Alma-Ata. La lutte pour la direction du parti (1925-1927) se terminait par la victoire complète de l'équipe en place et la défaite des opposants de



gauche, victimes en dernière analyse du régime qu'ils avaient eux-mêmes contribué à mettre en place.

Ainsi purgé de toute voix discordante, le XV<sup>e</sup> congrès, aussitôt surnommé « congrès de l'unanimité » retrouvée, consacre la défaite de « l'opposition prolétarienne », et il approuve — sans toutefois fixer de calendrier précis — le programme présenté un mois plus tôt par Staline à l'occasion du dixième anniversaire de la révolution. En flèche sur les résolutions du congrès précédent, ce programme prévoit notamment la mise en route de la collectivisation, jumelée à une offensive anti-koulak, ainsi que la création d'une puissante industrie nationale, sous la conduite d'une commission de planification présidée par un fidèle de Staline, Kouïbychev. Conforme à la doctrine du socialisme dans un seul pays en voie de perfectionnement, cette réorientation de la politique officielle dans le sens du développement planifié de l'économie, donnait un coup d'arrêt à la néo-Nep, et laissait présager un conflit avec son théoricien Boukharine.

Rétrospectivement, on va répétant que Staline ne se serait allié à Boukharine que pour mieux abattre la gauche avant de s'approprier son programme industrialiste pour venir à bout de son allié de la veille. Par trop schématique, cette interprétation ne saurait suffire : s'il est bien exact que Staline avait soigneusement évité, en tacticien né, de combattre sur deux fronts, encore ne s'était-il jamais identifié avec « l'ami des koulaks », son allié, et il n'avait pas fait mystère de ses divergences, trop souvent ignorées. C'est ainsi que dès 1926, il avait comparé la Nep en cours à la période qui avait précédé octobre 1917, allant même jusqu'à en faire le prélude à une « nouvelle tempête révolutionnaire », car, précisera-t-il peu après, la construction du socialisme supposait « l'écrasement de notre propre bourgeoisie » - croupion en cours de reconstitution. A la différence de son allié à titre provisoire, Boukharine, qui misait sur la Nep pour conduire progressivement le pays au socialisme, au terme de longues décennies, Staline n'y avait vu très tôt (comme maints autres bolchéviks) qu'une dérive menchévique, et comme une parenthèse à refermer le plus tôt possible, — au fur et à mesure que prenait corps sa doctrine du socialisme dans un seul pays. Aussi était-il incontestablement plus accessible aux attaques de l'opposition unifiée contre une néo-Nep qui misait sur la prospérité paysanne pour financer à terme, et sans plan préconçu, une industrie prétendument socialiste.

D'origine ouvrière lui-même, comme il se plaisait à le souligner, et bolchévik dans l'âme, Staline était également plus sensible que Boukharine à l'écho rencontré en milieu ouvrier par les appels de la gauche à une relance industrielle planifiée, difficilement compatibles avec les à-coups de la production (et des livraisons !) agricoles. En jumelant les appels industrialistes de la gauche avec sa vision du socialisme dans un seul pays, Staline se donnait ainsi — et donnait au parti — les moyens de mettre fin à la retraite de la Nep, et de renouer avec le bolchévik Lénine, par opposition au « Vladimir Nepskij » dont se recommandait Boukharine. Le reste était affaire de tactique, d'opportunité, de petites phrases,

de manœuvres de couloir ou de débauchages individuels, bref de politique — un domaine où Staline n'avait rien à envier à ses concurrents.

\*

\*\*

A peine connues, les résolutions du XV<sup>e</sup> congrès avaient déclenché l'inquiétude des campagnes, et des à-coups dans la collecte de l'impôt en céréales, auxquelles le secrétaire général et l'équipe dirigeante répondent par les premières « mesures extraordinaires » de coercition bien connues : perquisitions, réquisitions, poursuite contre les « spéculateurs » et autres « accapareurs ». Données tout d'abord pour provisoires, ces mesures ne tardent pas à entraîner les premières passes d'armes entre Boukharine, favorable à de nouvelles concessions aux campagnes, et Staline, persuadé quant à lui qu'il n'existe pas de moyen terme entre une néo-Nep, périodiquement élargie, et une contre-offensive résolue en vue de la construction du socialisme en Russie.

Arbitré par le Comité central, ce duel se prolongera toute l'année 1928, avant que le secrétaire général ne parvienne à rallier la majorité de ses collègues à ses vues. Face à la politique de paix sociale et de conciliation prônée par Boukharine, Staline en vient, au cours de la polémique qui l'oppose alors à ce dernier, à exprimer l'idée que la lutte des classes ne pourra que se renforcer au fur et à mesure que le régime soviétique progressera sur la voie du socialisme. Typiquement bolchévique et léninienne, non moins que « stalinienne », cette première thèse, qui rejette d'emblée sur l'adversaire la responsabilité de la rupture, est bientôt suivie (juillet 1928) d'une seconde, qui préfigure par avance l'esprit de la collectivisation. Alors que le Comité central vient sur les instances de Boukharine de reconduire la néo-Nep, le secrétaire général, loin de s'avouer battu, précise la manière dont il conçoit le financement de la construction du socialisme dans le cadre de la seule URSS. Arguant que l'Union soviétique ne possède, à la différence du monde capitaliste, aucun domaine colonial à pressurer, Staline assimile alors la paysannerie à une « colonie intérieure » de l'Union, tenue à ce titre de payer « une sorte de tribut » à l'industrialisation de la Russie soviétique, dont il pousse au même moment les feux. Une proposition qui conduit Boukharine à le traiter de nouveau Gengis-Khan par référence au tribut et au joug mongols.

Cette théorie stalinienne du « tribut » ne faisait en un sens que reprendre la notion d'« accumulation socialiste primitive » formulée par Préobrajensky et la gauche, — à une différence près, toutefois, sur laquelle il convenait d'insister : alors que ces derniers l'envisageaient dans le cadre — et les limites — de la Nep, Staline y recourt pour justifier au contraire l'abandon de la Nep au profit d'une politique de collectivisation, destinée à financer le plan quinquennal en cours d'élaboration, et de révision constante à la hausse. Alarmé par cette rhétorique anti-koulak, Boukharine évoque alors le spectre d'un nouveau soulèvement des campagnes, et la menace d'une grève des livraisons. A ces mises en garde, Staline riposte alors en traitant ce dernier de « paniquard » et de « capitou-

lard », en écho (on ne saurait trop le souligner) aux invectives proférées par Lénine en octobre 1917, à l'adresse de tous les militants qui « n'osaient pas vaincre ».

Annonciatrice d'une nouvelle guerre civile, la politique de Staline était elle aussi d'inspiration essentiellement bolchévique ; et là est la raison pour laquelle il finira, non sans de nouvelles polémiques, par rallier à ses vues une majorité du Comité central qui en vient à rejeter maintenant comme « déviationnisme de droite » les conceptions de Boukharine. Ce dernier a beau dénoncer, dans les colonnes de la *Pravda*, « l'aventurisme économique » de son ancien allié, et plaider pour une croissance « organique » et « équilibrée » de l'économie, le rapport de forces s'est définitivement inversé. Peu à peu converti aux thèses staliniennes, le Comité central écarte (novembre 1928) Boukharine et ses partisans des principaux organes de presse, où Staline peut installer des hommes à sa dévotion ; et cette relève lui permet de commencer à contrôler, pour la première fois, le discours officiel du parti, privant à son tour la droite de tout droit de réponse, ou presque, comme Lénine en avait usé précédemment avec ses adversaires dès octobre-novembre 1917. Avec l'approbation une fois encore, du Comité central, où le nombre de ses partisans s'accroît, Staline et les siens évincent alors les « néo-populistes » (partisans d'une Nep en cours d'abandon) de leur fief institutionnel le plus important : le secrétariat du parti à Moscou, où tous leurs partisans sont limogés, selon un scénario bien rodé dès avant la neutralisation de Trotsky en 1923-1925, et dont Staline n'avait qu'à s'inspirer.

La partie dès lors était jouée, comme le confirme le plénum de novembre 1928 du Comité central, qui rallie en majorité le camp du vainqueur. Non contents d'approuver pour la première fois la politique stalinienne d'industrialisation accélérée, ses membres dénoncent à nouveau la « déviation de droite » et ses « tendances conciliatrices » et prononcent les premières exclusions de « droitiers ». Ainsi réduit à la défensive, Boukharine ne peut plus, malgré ses références réitérées au Lénine de la Nep, interrompre la marche à la collectivisation qui va de pair avec l'adoption du premier plan quinquennal, objet lui aussi de surenchères maximalistes au cours de « l'année de la grande rupture », comme Staline qualifie lui-même l'année 1929. De fait cette année s'achève sur un double tournant : la célébration triomphale du cinquantième anniversaire du secrétaire général, et la répudiation formelle de la Nep envoyée « au diable » six jours plus tard (27 décembre) par le nouveau « chef » (*vožd'*) du parti. Deux événements qui peuvent être considérés comme le prélude à la période dite de « terreur stalinienne ».

\*  
\*\*

1921-1929 : restait, au terme de notre relecture critique de ces années-charnières, à s'interroger sur les raisons de l'ascension et du succès final de Staline, que rien, ou presque, à en croire les contemporains, n'avait tout d'abord laissé prévoir. Sans insister sur les faiblesses et les inconséquences de ses concurrents

successifs, dont l'analyse reste à faire, on a noté que Staline avait été servi par d'indéniables qualités, trop souvent perdues de vue aujourd'hui au profit d'une image réductrice et caricaturale : celle d'un moderne « Gengis-Khan », dévoré d'une ambition et d'une soif de vengeance effrénées, mais soigneusement dissimulées. Cette diabolisation rétroactive ne saurait toutefois masquer le fait que l'obscur militant caucasien des débuts devait en réalité sa fortune à des qualités « diaboliques » peut-être, mais non moins réelles, de stratège et de tacticien, de ténacité et d'esprit de suite, ainsi qu'à son aptitude à tirer parti des circonstances sans dévoiler prématurément ses batteries.

Entre toutes pourtant, sa principale qualité pourrait bien avoir été paradoxalement la « modération », au moins relative, dont il avait fait preuve à maintes reprises au cours des années 1920. Tant s'en faut, en effet, que Staline présente déjà à cette date l'image d'un tyran sanguinaire ou d'un despote paranoïaque dont on l'affublera par la suite. Ne s'était-il pas, en octobre 1917 déjà, opposé à l'exclusion de Zinoviev et de Kamenev, coupables d'avoir prématurément divulgué les préparatifs d'une insurrection qu'ils désapprouvaient ? Puis, la guerre civile une fois retombée, où il n'avait pas répandu plus de sang que beaucoup d'autres, n'avait-il pas déconseillé l'offensive révolutionnaire de l'Armée rouge en Pologne, par crainte de provoquer un sursaut patriotique polonais ? De même, non content de critiquer la militarisation du travail (« les ouvriers ne sont pas des soldats ») chère à Trotsky, il s'était également abstenu de participer à l'hallali contre les insurgés de Kronstadt, froidement « abattus comme des perdreaux ». Après la retraite politique de Lénine, sur lequel il avait le plus souvent modelé sa propre conduite, il avait, en octobre 1923, refusé à Zinoviev qui la réclamait, « hystériquement » paraît-il, l'arrestation de Trotsky, et il avait su, non sans habileté (ni arrière-pensées), offrir sa démission lors du XIII<sup>e</sup> congrès, à l'ouverture du « testament » de Lénine. En retrait lors du « débat littéraire », qui l'avait plus ou moins épargné, il avait, en 1926, offert une porte de sortie honorable (la présidence du Conseil de l'économie nationale) à Trotsky, dont Zinoviev réclamait l'expulsion, avant de refuser à ce dernier, de manière quelque peu mélodramatique, le « sang » de Boukharine... Et encore en 1927, déconseillant d'en « finir avec les koulaks » à l'aide de « mesures administratives », il n'hésitait pas à invoquer la « légalité soviétique », qui n'était pas, selon lui, « une phrase vide ».

A n'en pas douter, cette « modération » n'était pas exempte de calcul politique, et il lui était même arrivé, au cours de polémiques avec ses adversaires, de se reconnaître « brutal », dans la meilleure tradition léninienne, envers ceux du moins qui trahissaient les intérêts du parti. Reste que Staline fit durablement figure de « tache grise » ou de « brillante médiocrité » aux yeux de tous ceux qui ne voyaient en lui qu'un administrateur consciencieux, dépourvu d'idées personnelles, et qu'il demeura longtemps sans être perçu comme menaçant, ni davantage comme un dictateur en puissance.

Réelle ou feinte, cette modération au moins apparente, qui avait été l'un de ses principaux atouts dans la lutte pour la succession de Lénine, soulève une

question rarement posée : comment, et pour quelles raisons, le responsable politique, rien moins que sanguinaire, des années vingt, est-il devenu le despote répressif et totalitaire des années trente, avec le concours plus ou moins volontaire tout d'abord de la grande majorité du parti, sinon même d'une Russie tout à la fois martyre et consentante ? Telle est la question sur laquelle le prochain cycle de cours s'efforcera de faire la lumière.

Fr.-X. C.

#### SÉMINAIRE

Le séminaire a été consacré au commentaire de quelques textes majeurs, à commencer par la proclamation des insurgés de Kronstadt : *Pourquoi nous combattons*, texte-manifeste qui dénonce déjà la dérive policière et « autocratique » du régime communiste, bien antérieure à Staline, et auquel feront écho bien des protestations ultérieures de l'opposition. Ont été également commentées la résolution de Lénine *Sur l'unité* du parti au X<sup>e</sup> congrès, qui contient déjà en germe maints aspects du « stalinisme » à venir, ainsi que la mémorable *Oraison funèbre* prononcée par Staline aux obsèques de Lénine. Loin d'avoir inauguré, comme on l'affirme généralement, le culte du leader défunt, cette oraison funèbre ne faisait en réalité qu'amplifier et orchestrer les litanies du communiqué par lequel le Comité central avait annoncé au pays la mort du chef du parti et de l'État.

#### PUBLICATIONS ET CONFÉRENCES

— Le monument de Catherine II à Saint-Pétersbourg. Communication présentée au colloque international consacré à *Catherine II et l'Europe*, Paris, novembre 1996 (sous presse).

— Conférence à l'Université Libre de Bruxelles intitulée : Sources et genèse du stalinisme (13 décembre 1996).

— Otkliki v Rossii na delo Dreifusa (les échos de l'affaire Dreyfus en Russie), — communication à la conférence internationale « Poiski istoričeskoj psikhologii », Saint-Pétersbourg, mai 1997, t. III, p. 76-80 (résumé).

— Participation au colloque consacré au Troisième centenaire de « la grande ambassade de Pierre le Grand », organisé par l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences, Moscou, mai 1997.

— P'jer Pascal (1890-1983) : ego političeskij i dukhovnyj put' (Pierre Pascal : son itinéraire politique et intellectuel), *Iz glubiny vremën*, Saint-Pétersbourg, 1997, N° 8, pp. 130-141.